ANNEXE 6 : FICHES-ACTIONS MOBILISEES PAR LE GAL

Fiche-action 1 : Développement des infrastructures numériques

LEADER 2014-2020	GAL du Civraisien en Poitou	
ACTION	N° 1	Développement des infrastructures haut débit
SOUS-MESURE	19.2 – Mise en œuvre d'opérations dans le cadre de la stratégie locale de développement	
DATE D'EFFET	23/12/2016	
1. DESCRIPTION GENERALE ET LOGIQUE D'INTERVENTION		
<p>Opération en complément du programme d'actions du Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique (SDTAN 86).</p> <p>Cette fiche, liée aux usages numériques, est transversale avec le reste des fiches actions du programme, les usages étant répartis de manière thématique.</p> <p>Le Pays Civraisien compte une densité de population de 31 hab/km², donc inférieure à 40 hab/km², pour bénéficier des crédits FEADER.</p> <p>Le Conseil Départemental de la Vienne porte une politique d'aménagement numérique du territoire à travers la mise en œuvre du Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique (SDTAN). Son action vise à créer l'architecture structurante des futurs réseaux Très Haut Débit (THD), principalement à partir de technologies optiques.</p> <p>Le déploiement des réseaux très haut débit se fera conformément au phasage et aux objectifs de la Stratégie de Cohérence d'Aménagement Numérique (SCORAN) et du SDTAN de la Vienne.</p> <p>Pour rappel, les actions prévues dans le SDTAN seront financées par le FEDER et FEADER (dispositif 7.3).</p> <p>Les actions des schémas s'arrêtant aux points de raccordements et ne prévoyant pas la généralisation des raccordements finaux, le GAL du Pays Civraisien souhaite d'une part finaliser l'architecture réseaux déployée par le Département sur des zones précises (notamment sur zones d'activités) et d'autre part valoriser ces réseaux et initier les pratiques autour d'établissements particuliers (éducation, culture, santé,...) qui proposent des projets liés à ces thématiques.</p>		
a) Objectifs stratégiques et opérationnels		
<p>Objectifs stratégiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> ♦ Accompagner le déploiement des réseaux haut débit en capillarité sur les territoires et initier les usages, ♦ Soutenir les activités existantes et permettre l'arrivée de nouvelles entreprises, ♦ Permettre le développement de nouveaux modes de travail, ♦ Permettre le développement de nouveaux services sur le territoire pour répondre aux besoins quotidiens des habitants, ♦ Lutter contre la fracture numérique en favorisant une équité territoriale d'accès aux services publics (santé, éducation, culture, administration) et commerciaux. <p>Objectifs opérationnels :</p> <ul style="list-style-type: none"> ♦ Permettre le raccordement de la fibre optique aux parcelles des zones d'activités prioritaires visées dans le SDTAN, des zones et établissements situés à proximité des réseaux déployés mais non raccordés, ♦ Mettre en place des opérations de rattrapage de débit dans les bourgs (montée en débit), ♦ Former et informer sur les usages liés au haut débit, et sur les différentes technologies à disposition pour l'accès au réseau internet 		

<p>b) Effets attendus</p> <p>Favoriser l'installation d'entreprises sur le territoire et maintenir la population en développant de nouveaux services en lien avec les autres fiches du programme. Permettre l'équité territoriale d'accès aux services publics, commerciaux... Effet de levier permettant de valoriser des zones définies du territoire sur la thématique du THD et de l'usage du numérique dans les activités humaines dans le sillage de l'action mise en œuvre dans le cadre du SDTAN.</p>
<p>2. TYPE ET DESCRIPTION DES OPERATIONS</p> <ul style="list-style-type: none"> ♦ Raccordement de la fibre optique aux parcelles des zones d'activités prioritaires visées dans le SDTAN, des zones et établissements situés à proximité des réseaux déployés mais non raccordés : <i>4 Zones d'Activités Economiques, entreprises et services publics à proximité de ces ZAE, EHPAD, maisons de santé, structures sociales, touristiques, culturelles,</i> ♦ Opérations de montées en débit hors SDTAN, ♦ Études de faisabilité liées aux raccordements, ♦ Interventions sur les infrastructures de téléphone (pylônes), dans le cadre du projet national, ♦ Accompagner, informer et former des publics ciblés (entrepreneurs, associations, usagers...).
<p>3. TYPE DE SOUTIEN</p> <p>Subvention révisable</p>
<p>4. LIENS AVEC D'AUTRES REGLEMENTATIONS</p> <p>ARTICULATION AVEC FEDER (2.A.1. Axe prioritaire 2 : Favoriser l'accès à l'économie numérique) Art. 20 du règlement UE n°1305/2013 du Parlement Européen et du Conseil du 17/12/13 relatif au soutien, au développement rural par le FEADER. Décret pris en application du cadre national Etat-Région (orientations stratégiques et cadre méthodologique). Art. L 414-3 et R 414-13 à 18 du Code de l'Environnement. Respect des lignes directrices de l'UE du 26 janvier 2013 pour l'application des règles relatives aux aides de l'Etat.</p> <p>Eligibilité des dépenses: Décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 relatif aux règles nationales d'éligibilités des dépenses des programmes de développement rural 2014-2020 Arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020</p>
<p>5. BENEFICIAIRES ET PARTENAIRES</p> <p>Bénéficiaires : Pour les infrastructures et études : tout porteur de projet public compétent en matière d'aménagement numérique Pour les formations : structures publiques (collectivités territoriales, établissements et organismes publics), structures privées : tout type d'entreprise (y compris agricoles), association loi 1901, particuliers.</p> <p>Partenaires : Conseil Départemental, Conseil Régional, État, collectivités publiques et leurs groupements, établissements publics, entreprises, groupement d'entreprises, sociétés de services et de conseils...</p>
<p>6. COUTS ADMISSIBLES</p> <p>Investissements immatériels en lien avec les actions de la partie "Type et description des opérations" :</p> <ul style="list-style-type: none"> ♦ Études techniques et de faisabilité, ♦ Formation des acteurs : organisation de journées de formation par des prestataires agréés et / ou reconnu selon la prestation attendue, ♦ Logiciels, licences, ♦ Assistanes maîtrise d'ouvrage, conseils maîtrise d'œuvre. <p>Investissements matériels en lien avec les actions de la partie "Type et description des opérations" :</p> <ul style="list-style-type: none"> ♦ Génie civil, fourreaux, câblages,

- ♦ Fibre optique, accessoires de fibre optique
- ♦ Répartiteurs

7. CONDITIONS D'ADMISSIBILITE

- ♦ Sont admissibles les opérations situées sur le territoire du Pays Civraisien ou au bénéfice du territoire (les formations peuvent se dérouler en dehors du territoire)
- ♦ Cohérence des projets avec les stratégies de la Région (SCORAN), du Département de la Vienne (SDTAN), de l'État (Contrat de Projets État/Région) et du FEDER (applications numériques),
- ♦ Existence d'une méthodologie de conduite de projets (*analyse préalable des besoins, études de faisabilité, dispositif de suivi des opérations et d'évaluation*),
- ♦ Respect des lignes directrices de l'UE du 26 janvier 2013 pour l'application des règles relatives aux aides de l'État,
- ♦ Avoir les réseaux génie civil disponibles,
- ♦ Le GAL établira une liste des lieux éligibles prioritaires en fonction des différents plans d'intervention nationaux et départementaux en cours (débit, nombre de sous répartiteurs concernés, nombre d'habitants concernés...).

8. ELEMENTS CONCERNANT LA SELECTION DES OPERATIONS

Le processus de sélection des projets se fait sous forme d'appels à projets ou au fil de l'eau.
Une grille d'évaluation sera élaborée par le GAL instituant un minimum de points à obtenir pour bénéficier de l'aide.
Des appels à projets spécifiques pourront être organisés sur des thématiques spécifiques

9. MONTANTS ET TAUX D'AIDE APPLICABLES

Taux maximum d'aides publiques:

100% pour les Collectivités locales,
80% pour les entreprises et les particuliers.

Taux de co-financement FEADER 80% de la dépense publique éligible.

Dépenses immatérielles : 80% d'aides pour les études de faisabilité techniques et économiques, frais de maîtrise d'œuvre.

Sous réserve de l'application d'un régime d'état plus contraignant ou d'une réglementation nationale plus contraignante.

Principaux co-financeurs : Etat, Conseil Régional, Conseil Départemental, communautés de communes, selon le portage des maîtrises d'ouvrages.

Montant FEADER de la fiche : 90 032 €

10. INFORMATIONS SPECIFIQUES SUR LA FICHE-ACTION**a) Suivi**

TYPE D'INDICATEURS	INDICATEURS	CIBLE
Réalisation	Nombre de dossiers programmés	10
Réalisation	Montant moyen de subvention attribué par dossier	30 000 €
Réalisation	Nombre de sites raccordés à la fibre optique	4 Zones d'Activités Economiques, et 12 à 15 entreprises ou services à proximité, raccordés à partir des ZAE et de la ville de Civray
Réalisation	Nombre d'actions de formation/information	3 à 7
Réalisation	Répartition sur le territoire	Sur tout le territoire
Réalisation	Durée moyenne de réalisation du projet	1 à 3 ans
Résultats	Nombre d'emplois créés ou maintenus	4 à 6
Résultats	Nombre d'entreprises ou services raccordés	40 à 50

Fiche-action 2 : Développer des services de proximité pour la population et l'attractivité du territoire

LEADER 2014-2020	GAL du Civraisien en Poitou	
ACTION	N° 2	Développer des services de proximité pour la population et l'attractivité du territoire
SOUS-MESURE	19.2 – Mise en œuvre d'opérations dans le cadre de la stratégie locale de développement	
DATE D'EFFET	07/11/2017	
1. DESCRIPTION GENERALE ET LOGIQUE D'INTERVENTION		
<p>Le GAL du Pays Civraisien souhaite mobiliser dans cette mesure des créations ou rénovations d'équipements liés à la stratégie du territoire, qui ne sont pas nécessairement inscrites dans la mesure 7.4 du PDR.</p> <p>Parallèlement, le GAL mobilisera des actions proposées dans cette mesure liées aux offres de transport, aux hébergements temporaires pour les jeunes, à la création d'une cuisine collective et aux manifestations</p>		
a) Objectifs stratégiques et opérationnels		
<p>Objectifs stratégiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> ♦ Répondre aux attentes des populations locales en termes de services de proximité, ♦ Organiser et diversifier l'offre de transport et agir sur la mobilité durable, ♦ Structurer la restauration collective par la mutualisation, ♦ Favoriser l'accès à la formation et à l'emploi des jeunes, ♦ Développer les usages numériques dans le but de combattre l'isolement, notamment des personnes âgées, des jeunes et publics fragilisés pour apporter des services de proximité et à distance sur l'ensemble du territoire, ♦ Valoriser et promouvoir le territoire et les projets au travers d'événements, ♦ Intégrer des usages technologiques et numériques au sein de ces équipements (<i>Cf. fiche : Développement des infrastructures haut débit</i>). <p>Objectifs opérationnels :</p> <ul style="list-style-type: none"> ♦ Enrichir l'offre en possibilité de déplacements dans une logique de réduction des Gaz à Effets de Serre (GES) et dans une logique d'égalité d'accès, ♦ Développer et organiser la demande dans le cadre des circuits courts dans la Restauration Hors Domicile (RHD), ♦ Création, rénovation, modernisation d'Espaces Publics Numériques (EPN), ♦ Organiser des événements culturels, sportifs, environnementaux et économiques, ♦ Développer les services dématérialisés à destination du public, des associations, structures sociales, EHPAD, Maisons de Santé..., ♦ Équiper les structures touristiques (<i>Offices de Tourisme, hébergements, sites de visite et de loisirs...</i>), en outils numériques, ♦ Mettre en place les outils numériques (applications, sites internet, télémédecine) liés à ces opérations. ♦ Faciliter l'hébergement temporaire pour les jeunes afin de favoriser l'accès à la formation, aux stages et aux emplois saisonniers en entreprises (type hébergements éclatés), ♦ Sensibiliser et informer les jeunes dans le cadre des thématiques de la fiche (environnement, mobilité, consommation, emploi), favoriser la rencontre entre l'entreprise et les jeunes <p><i>Publics prioritaires visés : personnes âgées isolées, notamment celles en perte d'autonomie pour leur garantir un maintien à domicile, chercheurs d'emplois notamment les jeunes (Mission Locale, établissements scolaires ...), les femmes isolées, monoparentalité...</i></p> <p>Sont exclus : la création et la modernisation d'infrastructures publiques récréatives, touristiques et de valorisation du patrimoine qui pourront être sollicités directement sur la mesure FEADER concernée.</p>		

b) Effets attendus
<p>Répondre, notamment, aux besoins des services aux populations fragilisées (jeunes, personnes âgées, sans emploi). Attractivité et modernité du territoire. Maintenir la population sur le territoire. Permettre l'accès à des technologies qui se développent en milieu urbain.</p>
2. TYPE ET DESCRIPTION DES OPERATIONS
<p>Projets d'investissements structurants: mobilité, circuits courts</p> <ul style="list-style-type: none"> ♦ Création d'aires de co-voiturage sur les axes majeurs du territoire (N10, D1 et D147), en lien avec les territoires voisins, ♦ Équipement de bornes de rechargement de voitures électriques sur les axes les plus fréquentés liés aux trajets domicile-travail, sur les pôles d'emplois (ZAE, entreprises), de commerces et pôles touristiques, ♦ Acquisition de véhicules inscrits dans un projet de mobilité territoriale, ♦ Création et rénovation d'hébergements temporaires éclatés pour les jeunes sur le territoire (mobilité professionnelle), ♦ Création d'une cuisine centrale à destination de la restauration collective, ♦ Formations et ateliers collectifs en direction des jeunes sur les thématiques de la mobilité, de l'environnement, de la consommation et de l'emploi. <p>Numérique:</p> <ul style="list-style-type: none"> ♦ Créer et rénover des Espaces Publics Numériques, ♦ Mettre en place les outils numériques (applications, sites internet, ...) liés à ces opérations, ♦ Développer les services dématérialisés à destination du public, des entreprises, des associations, des structures sociales, EHPAD, Maisons de santé, centres de convalescence... Types de services numériques : visioconférences, télé-services, e-administrations, guichets visio-services, e-services, télémédecine, télésurveillance (<i>maintien à domicile</i>), CV audiovisuels (<i>partenariat Mission Locale</i>) ... <p>Manifestations:</p> <ul style="list-style-type: none"> ♦ Organiser des événements culturels, sportifs, environnementaux et économiques liés aux projets.
3. TYPE DE SOUTIEN
<p>Subvention révisable</p>
4. LIENS AVEC D'AUTRES REGLEMENTATIONS
<p>Art. 20 du règlement UE n°1305/2013 du Parlement Européen et du Conseil du 17/12/13 relatif au soutien, au développement rural par le FEADER. Décret pris en application du cadre national Etat-Régions (orientations stratégique et cadre méthodologique). Art. L 414-3 et R 414-13 à 18 du Code de l'Environnement.</p> <p>Eligibilité des dépenses: Décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 relatif aux règles nationales d'éligibilités des dépenses des programmes de développement rural 2014-2020 Arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020</p>
5. BENEFICIAIRES ET PARTENAIRES
<p>Bénéficiaires : Structures publiques : collectivités territoriales et leurs groupements (EPCI), Conseil Départemental, Conseil Régional, entreprises commerciales, artisanales et de services, association loi 1901, établissements de santé et médico-sociaux (EHPAD, Maisons de santé ...)</p> <p>Bénéficiaires ultimes d'actions de formation : collectivités territoriales et leurs groupements (EPCI), Conseil Départemental, Conseil Régional, entreprises commerciales, artisanales et de services, associations loi 1901, personnes morales, établissements de santé et médico-sociaux (EHPAD, Maisons de santé ...)</p>

Partenaires :

Mission Locale, Chambres Consulaires, associations socio-économiques et culturelles du territoire, CHU, ARS.

6. COUTS ADMISSIBLES

Investissements immatériels en lien avec les actions de la partie "Type et description des opérations":

- ♦ Frais généraux liés aux dépenses matérielles (honoraires d'architectes, rémunérations d'ingénieurs et de consultants, dépenses liées au conseil en matière de durabilité environnementale et économique, y compris les coûts liés aux études de faisabilité en lien direct avec l'investissement),
- ♦ Prestations de conseil Technique de l'information et de la Communication (TIC), accompagnement pour la mise en œuvre des stratégies numériques de communication,
- ♦ Etudes de faisabilité, coûts maîtrise d'œuvre,
- ♦ Formations liées aux TIC et formations jeunes : organisation de formation par des prestataires agréés et / ou reconnu selon la prestation attendue,
- ♦ Frais salariaux pour l'organisation et le suivi des actions de sensibilisation et ateliers pour les jeunes,
- ♦ Acquisition ou développement de logiciels informatiques, et acquisitions de brevets, licences, droits d'auteurs, contenus et applications numériques en lien avec le projet, création de sites internet,
- ♦ Toutes dépenses liées à l'organisation de manifestations (dont location de matériel)

Investissements matériel en lien avec les actions de la partie "Type et description des opérations":

- ♦ Travaux de construction, de rénovation, ou d'extension de locaux ou de bâtiments (gros œuvre et second œuvre),
- ♦ Aménagement et équipement intérieur des bâtiments en lien avec l'opération,
- ♦ Equipements liés aux usages numériques, télémédecine,
- ♦ Acquisition de véhicules,
- ♦ Véhicules frigorifiques pour livraisons pour la cuisine centrale,
- ♦ Aménagements extérieurs liés à l'opération,
- ♦ Dépenses de signalétique et de communication
- ♦ Toutes dépenses liées à l'organisation de manifestations (mobilier, matériel sportif, bureautique, numérique, scénique (son, lumière, vidéo, énergie), outils de communication (flyers, banderoles, stands, barnums ...)

7. CONDITIONS D'ADMISSIBILITE

- ♦ Conformité et compatibilité aux plans et schémas de développement du territoire (SCOT, PCET, PLUI) et compatible avec les objectifs des Schémas Régionaux Climat Air-Energie et de Cohérence écologique.
- ♦ Répondre aux normes en vigueur : accessibilité, respect de l'environnement : qualité de l'air intérieur, réglementation thermique.
- ♦ Sont admissibles les opérations situées sur le territoire du Pays Civraisien ou au bénéfice du territoire (les formations par exemple peuvent se dérouler en dehors du territoire)

8. ELEMENTS CONCERNANT LA SELECTION DES OPERATIONS

Le processus de sélection des projets se fait sous forme d'appels à projets ou au fil de l'eau.
Une grille d'évaluation sera élaborée par le GAL instituant un minimum de points à obtenir pour bénéficier de l'aide.
Des appels à projets spécifiques pourront être organisés sur des thématiques spécifiques

9. MONTANTS ET TAUX D'AIDE APPLICABLES

Taux maximum d'aide publique : 100%.

Taux de co-financement FEADER 80% de la dépense publique éligible.

Sous réserve de l'application d'un régime d'état plus contraignant ou d'une réglementation nationale plus contraignante.

Principaux co-financeurs : Etat, Conseil Régional, Conseil Départemental, communautés de communes

Montant FEADER de la fiche : 120 000 €

10. INFORMATIONS SPECIFIQUES SUR LA FICHE-ACTION

a) Suivi

TYPE D'INDICATEURS	INDICATEURS	CIBLE
Réalisation	Nombre d'équipements réalisés	1 cuisine centrale, 4 aires de co-voiturage, 12 à 15 bornes de recharge électrique, 2 logements temporaires jeunes
Réalisation	Nombre de manifestations organisées	3 à 5
Réalisation	Nombre de création, rénovation d'EPN	2 à 3
Réalisation	Nombre de technologies numériques thématiques	8
Réalisation	Nombre de site internet créés	2
Réalisation	Nombre d'applications créées	2
Réalisation	Véhicules électriques	5

Fiche-action 3 : Aide au développement et à la modernisation de microentreprises dans une démarche de développement durable

LEADER 2014-2020	GAL du Civraisien en Poitou	
ACTION	N° 3	<i>Aide au développement et à la modernisation de microentreprises dans une démarche de développement durable</i>
SOUS-MESURE	19.2 – Mise en œuvre d’opérations dans le cadre de la stratégie locale de développement	
DATE D’EFFET	16/01/2020	
1. DESCRIPTION GENERALE ET LOGIQUE D’INTERVENTION		
<p>Préambule : Le territoire est caractérisé par un maillage équilibré de TPE. Dans un objectif de maintien de la population en évitant la disparition des services, et dans la continuité du programme LEADER 2007-2013, le Pays Civraisien souhaite continuer son intervention auprès des microentreprises de son territoire. Le plus souvent, les TPE créent du lien social et ont une fonction de services de proximité auprès notamment des populations fragilisées et peu mobiles.</p> <p>Il apparaît toujours nécessaire d’accompagner les très petites entreprises dans leur modernisation, leur développement, dans l’adaptabilité des outils de travail, dans l’accueil des clientèles, de les accompagner dans leur usage des outils numériques et dans leurs pratiques environnementales.</p>		
a) Objectifs stratégiques et opérationnels		
<p>Objectifs stratégiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> ♦ Favoriser la création et le maintien d’activités, ♦ Favoriser le maintien ou le recrutement de salariés, ♦ Développer le e-commerce et les outils numériques liés à la communication et à la promotion des activités, ♦ Permettre aux entreprises de réduire l’impact environnemental de leurs activités et de tendre vers des économies d’énergies (isolation thermique, approvisionnement en local, gestion et valorisation des déchets). <p>Objectifs opérationnels :</p> <ul style="list-style-type: none"> ♦ Aider l’installation et la modernisation des TPE, ♦ Soutenir les TPE dans l’amélioration de leurs outils de travail, ♦ Soutenir les investissements liés à la performance énergétique et tendre vers l’excellence environnementale des entreprises, ♦ Mettre en place une démarche collective de bonnes pratiques en termes de gestion de déchets des entreprises (action de formation, sensibilisation en partenariat avec la CCI de la Vienne et le SIMER, création et modernisation d’équipements publics de gestion des déchets pour les besoins des entreprises et des particuliers), ♦ Organiser des évènements pour promouvoir les démarches de bonnes pratiques environnementales et manifestations économiques, ♦ Développer de nouveaux modes de travail et métiers, autour du numérique (espaces de travail partagés), ♦ Développer l’usage des nouvelles technologies numériques dans un but commercial. 		
b) Effets attendus		
<ul style="list-style-type: none"> ♦ Aider l’installation et la modernisation des TPE, ♦ Soutenir les TPE dans l’amélioration de leurs outils de travail, ♦ Soutenir les investissements liés à la performance énergétique et tendre vers l’excellence environnementale des entreprises, ♦ Mettre en place une démarche collective de bonnes pratiques en termes de gestion de déchets des entreprises (action de formation, sensibilisation en partenariat avec la CCI de la Vienne et le SIMER et avec l’appui des collectivités locales), ♦ Organiser des évènements pour promouvoir les démarches de bonnes pratiques environnementales et manifestations économiques, ♦ Développer de nouveaux modes de travail et métiers, autour du numérique (espaces de travail partagés), 		

- ♦ Développer l'usage des nouvelles technologies numériques dans un but commercial.

2. TYPE ET DESCRIPTION DES OPERATIONS

- ♦ **Soutenir les investissements et les travaux dans le cadre d'une création, reprise ou développement d'entreprise**, visant à maintenir un tissu économique de proximité dense en milieu rural (commerciales, artisanales, et de services, commerces multi-services...),
- ♦ **Promotion/image de l'entreprise** : Accompagner les entreprises dans le développement des usages numériques liés à la commercialisation : e-commerce, e-service, « Google street » (*visite virtuelle de l'entreprise*), *mise en place du wifi pour les clients, développement de la présence des commerces sur les réseaux sociaux...*, accompagnement et sensibilisation à la valorisation des vitrines, rendez-vous coaching du commerce, mise en place d'une charte qualité accueil,
- ♦ **Aider les entreprises à s'engager dans une démarche environnementale** : sensibilisation des acteurs concernés à la réduction des déchets et aux économies d'énergies, les engager dans une démarche type PACCTE avec la CCI et le SIMER, les accompagner à aller vers une démarche de qualité,
- ♦ **Organiser des événements autour de la démarche environnementale** pour promouvoir l'entreprise et les résultats obtenus (FAE, Club d'Entrepreneurs, Chambres Consulaires en partenariat avec les collectivités locales),
- ♦ **Organiser des manifestations commerciales type foire-expo** pour promouvoir les activités existantes et récentes,
- ♦ **Permettre la mise en place d'une filière de gestion des déchets sur le territoire** (opération collective de collecte des objets diffus, récupération et transformation des déchets, dont déchets alimentaires, lien avec les activités d'insertion).
- ♦ **Création de plateformes de récupération et de tri des déchets par les collectivités locales à destination des entreprises et des particuliers.**
- ♦ **Étude prospective et de développement des services liés aux métiers du numériques et de porteurs de projets, pour installer des activités de télétravail et d'espaces de coworking à créer sur le territoire (équipements, matériel et immobilier d'entreprises).**
- ♦ **Création d'espaces de travail partagé** (coworking, télétravail).

3. TYPE DE SOUTIEN

Subvention révisable

4. LIENS AVEC D'AUTRES REGLEMENTATIONS

Article 59 relatif à la participation financière du Règlement 1305/2013 du 17/12/2013 du Parlement Européen et du Conseil relatif au soutien du développement rural (FEADER)

Décret d'éligibilité des dépenses du 13/01/2015

Pour les dossiers ne relevant pas de l'annexe 1 du TFUE, le taux d'aide publique appliqué au dossier dans la limite du taux fixé dans la partie "Montants et taux d'aide applicables":

- Régime cadre exempté SA n° 40453 relatif aux aides en faveur des PME hors zones AFR sur la base du RGEC n° 651/2014
- Régime cadre exempté SA n° 39252 relatif aux aides à finalité régionale sur la base du RGEC n° 651/2014
- Règlement (UE) n°1407/2013 de la commission européenne du 18 décembre 2013 relatif aux aides de minimis.

Éligibilité des dépenses:

Décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 relatif aux règles nationales d'éligibilités des dépenses des programmes de développement rural 2014-2020

Arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020

5. BENEFICIAIRES

Bénéficiaires : Les bénéficiaires de l'aide pour les reprises et modernisation d'entreprises devront être immatriculés ou en cours d'immatriculation lors de la demande, auprès du Centre de Formalité des Entreprises (CFE) compétent (CCI, CMA)

- ♦ Les microentreprises (au sens du RGEC 651/201. Règlement UE N° 651/2014 de la commission du 17/06/14 en application des articles 107 et 108 du traité).
- ♦ Les petites entreprises non agricoles individuelles commerciales, artisanales et de services,
- ♦ Les coopératives
- ♦ SCI familiales en lien avec une activité productive,
- ♦ Les personnes physiques non agriculteurs domiciliées en zone rurale,
- ♦ Les associations types chantier d'insertion, Fédération des Acteurs Economiques, Club d'Entrepreneurs,
- ♦ Chambres consulaires et syndicats professionnels,
- ♦ Structures publiques : collectivités territoriales et leurs groupements

Partenaires : Le Conseil Régional, Conseil Départemental, ADEME, CCI, CMA, FAE, Club des Entrepreneurs Sud Vienne, association d'insertion, CARSAT, Direction du Travail.

6. COUTS ADMISSIBLES

Investissements immatériels en lien avec les actions de la partie "Type et description des opérations" :

- ♦ Frais généraux en lien avec l'opération (études préalables, diagnostics dont accessibilité, réduction des consommations d'énergie, énergies renouvelables, maîtrise d'œuvre),
- ♦ Réalisation d'un site internet, frais liés à la création, conception de contenus numériques,
- ♦ Frais d'action d'information et sensibilisation liés à une démarche environnementale ou de promotion collective des commerces (dépenses liées à l'organisation de journée d'accueil par exemple, y compris frais salariaux,
- ♦ Frais liés aux intervenants : organisation de formation par des prestataires agréés et / ou reconnu selon la prestation attendue,
- ♦ Frais liés à la réalisation de supports d'information ou de sensibilisation
- ♦ Acquisition de brevets, de licences, de droits

Investissements matériels en lien avec les actions de la partie "Type et description des opérations" :

- ♦ Travaux de construction et de rénovation d'entreprises (gros œuvre et second œuvre), ou d'espaces de travail partagé,
- ♦ Achats de matériaux de construction liés à l'opération,
- ♦ Travaux de construction et d'aménagement de plateformes de stockage et de tri des déchets et acquisition de matériels (entreprises et particuliers),
- ♦ Travaux et aménagements extérieurs (accès, embellissement, intégration paysagère) liés à l'opération,
- ♦ Achats de matériels et d'équipements (favorisant le maintien de l'activité ou le recrutement de salariés, destinés à offrir de nouveaux produits, visant à améliorer les accès ou les conditions d'approvisionnement, permettant d'améliorer la réactivité de l'entreprise, liés au regroupement de services, à la modernisation et sécurisation des locaux, liés à la mise en place d'une filière de gestion des déchets ou au développement d'espace de travail partagé),
- ♦ Achat de véhicules et de matériel liés au ramassage collectif de déchets (ne concerne pas les ramassages organisés : OM et tri sélectif des particuliers),
- ♦ Frais liés à la réduction de la consommation énergétique (éclairage, isolation, écoconception, investissements liés à des machines-outils nouvelle génération moins énergivores),
- ♦ Matériels informatiques et numériques liés au développement des usages numériques,
- ♦ Frais de sécurisation des accès internet en cas de mise en place de Wi-Fi territorial,
- ♦ Aménagement de véhicules pour les activités non sédentaires et agro-alimentaires (service de proximité),
- ♦ Matériel roulant,
- ♦ Réalisation de documents de communication, de promotion des démarches collectives
- ♦ Frais liés à l'organisation de manifestations

Investissements exclus :

- ♦ le matériel neuf lorsqu'il s'agit d'un renouvellement de matériel non amorti, les dépenses de main d'œuvre dans le cas d'auto-construction, la mise aux normes (sauf dérogations prévues à l'article 17.6 du règlement UE n°1305/2013)
- ♦ les coûts d'acquisition foncière et immobilière, les investissements d'hébergements touristiques, les renouvellements de matériel, sauf dans le cas de meilleure performance énergétique d'au moins 15%.

7. CONDITIONS D'ADMISSIBILITE

Pour les aides directes aux entreprises:

- ♦ Le projet doit se dérouler sur le territoire du GAL du Civraisien
- ♦ Un bilan et compte de résultat prévisionnel sur 3 ans devra être réalisé préalablement à tout projet de création d'entreprise,
- ♦ Le cas échéant, diagnostic préalable pour les projets liés à la création ou rénovation de locaux dans le cadre des économies d'énergie et des énergies renouvelables
- ♦ Les bénéficiaires de l'aide devront inclure dans leur plan de financement la réalisation d'une plaque faisant apparaître le financement de l'Europe
- ♦ Etre en conformité avec la loi accessibilité.

Pour les autres projets:

- ♦ Sont admissibles les opérations situées sur le territoire du Pays Civraisien ou au bénéfice du territoire (les formations par exemple peuvent se dérouler en dehors du territoire. Une démarche collective peut aussi être engagée à l'échelle de plusieurs territoires, dans ce cas, la répartition des actions devra être lisible).
- ♦ Les bénéficiaires de l'aide devront inclure dans leur plan de financement la réalisation d'une plaque faisant apparaître le financement de l'Europe (ou selon les cas, d'inclure sur la communication papier ou tout document de promotion diffusable, l'aide européenne).

8. ELEMENTS CONCERNANT LA SELECTION DES OPERATIONS

Le processus de sélection des projets se fait sous forme d'appels à projets ou au fil de l'eau.
Une grille d'évaluation sera élaborée par le GAL instituant un minimum de points à obtenir pour bénéficier de l'aide.
Des appels à projets spécifiques pourront être organisés sur des thématiques spécifiques

9. MONTANTS ET TAUX D'AIDE APPLICABLES

Taux d'aides publiques : En matière d'aides directes aux TPE réalisant un chiffre d'affaires inférieur ou égal à **1 000 000 € HT** et employant moins de 10 salariés.

Le taux maximum d'aide publique s'élève à 30% maximum des coût d'investissements corporels et incorporels avec un plafond d'aides publiques de 22 500 € (plafond d'investissement éligible de 75 000 € HT).

Un règlement d'intervention pour les aides directes aux entreprises sera défini par le comité de programmation du GAL.

Taux de co-financement LEADER : 80 % de la dépense publique éligible.

- ♦ Pour les autres opérations individuelles et collectives en dehors des aides directes aux entreprises (travaux d'investissement, formations, études, manifestations, diagnostics, accompagnement de projets, développement des usages numériques, visites d'expériences, démarche collective de gestion et valorisation des déchets...).

Taux maximum d'aide publique : 100%.

Pour les dossiers ne relevant pas de l'annexe 1 du TFUE, le taux d'aides publiques appliqué au dossier correspondra au maximum autorisé par le régime d'aides d'Etat appliqué au dit dossier dans la limite du taux fixé ci-dessus :

- Régime cadre exempté SA n°40453 relatif aux aides en faveur des PME hors zone AFR sur la base du RGEC n° 651/2014
- Régime cadre exempté n° SA 39252 relatif aux aides à finalité régionale sur la base du RGEC n°651/2014
- Règlement UE n°1407/2013 de la Commission Européenne du 18 décembre 2013 relatif aux aides de minimis.

Sous réserve de l'application d'un régime d'état plus contraignant ou d'une réglementation nationale plus contraignante.

Principaux co-financeurs : Etat, Conseil Régional, Conseil Départemental, ADEME, Communautés de communes, Communes.

Montant FEADER de la fiche : 300 000 €

10. INFORMATIONS SPECIFIQUES SUR LA FICHE-ACTION**a) Suivi**

TYPE D'INDICATEURS	INDICATEURS	CIBLE
Réalisation	Nombre d'entreprises aidées	20 à 25
Réalisation	Emplois créés, sauvegardés	5 à 10
Réalisation	Site de vente en ligne, autres applications numériques	5 à 10
Réalisation	Mise en place du service de wi-fi territorial	5
Réalisation	Nombre de communes concernées	15
Réalisation	Nombre d'entreprises engagées dans une démarche environnementale	10
Réalisation	Espace de travail partagé	2
Réalisation	Création de plateformes de stockage et de tri de déchets	2
Réalisation	Manifestations	3 à 5

Fiche-action 4 : Accompagnement aux changements dans l'agriculture

LEADER 2014-2020	GAL du Civraisien en Poitou	
ACTION	N° 4	Accompagnement aux changements dans l'agriculture
SOUS-MESURE	19.2 – Mise en œuvre d'opérations dans le cadre de la stratégie locale de développement	
DATE D'EFFET	16/01/2020	
1. DESCRIPTION GENERALE ET LOGIQUE D'INTERVENTION		
Prise en compte et utilisation raisonnée de la ressource en eau (notamment dans les zones de captage), actions pour la réduction des pollutions liées aux traitements (pesticides et fertilisants) et actions complémentaires pour la vente en ligne et la promotion des produits locaux (en lien avec la coopération).		
a) Objectifs stratégiques et opérationnels		
<p>Objectifs stratégiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> ♦ Amélioration de la compétitivité des exploitations agricoles dans le respect des contraintes environnementales ♦ Expérimenter des démarches environnementales, diffuser et communiquer sur cette approche, ♦ Partager les connaissances : animer des projets, des réseaux d'acteurs, ♦ Professionnaliser, sensibiliser les acteurs, à une démarche environnementale dans leurs projets de développement, ♦ Permettre la viabilité économique des exploitations s'engageant dans de nouvelles pratiques, notamment le développement des circuits-courts, <ul style="list-style-type: none"> ♦ Contribuer à préserver et améliorer la ressource en eau, ♦ Réduire les gaz à effet de serre issus de l'agriculture, ♦ Encourager l'adaptation au changement climatique de l'agriculture grâce au développement de pratiques innovantes pour réduire l'impact environnemental des activités agricoles, ♦ Favoriser l'autonomie énergétique et alimentaire des exploitations. <p>Objectifs opérationnels :</p> <ul style="list-style-type: none"> ♦ Former et informer les agriculteurs aux nouvelles pratiques permettant l'adaptation au changement climatique et la préservation de la ressource en eau, ♦ Faire évoluer les cultures des exploitations vers des nouvelles pratiques agricoles, ♦ Promouvoir les actions et les produits locaux par l'usage du numérique. 		
b) Effets attendus		
Appropriation des résultats expérimentaux par les agriculteurs du territoire. Créer une dynamique locale grâce à la mise en réseau des agriculteurs. Réduction des risques de pollutions.		
2. TYPE ET DESCRIPTION DES OPERATIONS		
<p>EAU :</p> <ul style="list-style-type: none"> ♦ Accompagner les agriculteurs dans la gestion de la qualité de l'eau : animation, conseil, sensibilisation, suivi des exploitations dans les démarches d'expérimentation, ♦ Valoriser les initiatives d'agriculteurs ayant une démarche environnementale, faire connaître (diffuser) ces initiatives, animer des visites, des formations, publier les résultats. <p>POLLUTIONS :</p> <ul style="list-style-type: none"> ♦ Accompagner, sensibiliser les agriculteurs dans l'utilisation d'outils performants réduisant l'utilisation de pesticides et d'intrants : animation, conseil, sensibilisation, suivi des exploitations dans les démarches d'expérimentation, 		

- ♦ Valoriser les initiatives d'agriculteurs ayant une démarche environnementale, faire connaître (diffuser) ces initiatives, animer des visites, des formations, publier les résultats.

AUTONOMIE FOURAGERE :

- ♦ Accompagner, sensibiliser les agriculteurs dans les démarche d'autonomie fourragère : animation, conseil, sensibilisation, suivi des exploitations dans les démarches d'expérimentation,
- ♦ Valoriser les initiatives d'agriculteurs ayant une démarche environnementale, faire connaître (diffuser) ces initiatives, animer des visites, des formations, publier les résultats.

NUMERIQUE :

- ♦ Accompagnement en lien avec la coopération à la vente en ligne pour les producteurs en circuits courts : développement des outils numériques dans le domaine de la vente en ligne, et la promotion des produits locaux de manière plus générale.
- ♦ Formation et sensibilisation aux outils numériques liés à la gestion de l'eau et des pollutions.

EVOLUTION DE L'AGRICULTURE :

- ♦ Rassembler et accompagner les différents acteurs intervenant dans le domaine de l'agriculture autour d'un état des lieux/diagnostic sur les problématiques liées aux changements dans l'agriculture pour travailler sur une stratégie de développement partagée : mise en place de filières, évolution des activités...
- ♦ Développer les circuits-courts agricoles

3. TYPE DE SOUTIEN

Subvention révisable

4. LIENS AVEC D'AUTRES REGLEMENTATIONS

Règlement UE n°1305/2013
Article 42 du TFUE
Projet de décret d'éligibilité des dépenses du 13 janvier 2015
Règlement de minimis

Les projets éligibles au PCAE seront orientés sur ce dispositif.

Eligibilité des dépenses:

Décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 relatif aux règles nationales d'éligibilités des dépenses des programmes de développement rural 2014-2020
Arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020

5. BENEFICIAIRES

♦ Bénéficiaires de l'aide :

Exploitations agricoles individuelles et sociétaires (GAEC, EARL, SCEA, GIEE...)
Groupement d'agriculteurs (CUMA)
Coopératives agricoles
Sociétés majoritairement détenues par le porteur de projet, SCI familiales en lien avec une activité productive
Structures publiques : Collectivités territoriales, EPCI, établissements publics d'enseignement (lycée agricole...)
Organismes agricoles publics ou privés (Chambre d'agriculture, CIVAM, Vienne Agrobio...)
Organismes de formation agréés
Associations loi 1901
Organisations et syndicats professionnels

♦ Bénéficiaires ultimes des actions mises en œuvre dans le cadre des actions de formation ou d'information :

Exploitations agricoles individuelles et sociétaires (GAEC, EARL, SCEA...)
Groupement d'agriculteurs (CUMA)

Coopératives agricoles

Agents des collectivités territoriales, établissements publics d'enseignement (lycée agricole...)

Agents des organismes agricoles publics ou privés (Chambre d'agriculture, CIVAM...)

Groupes de progrès

Partenaires :

Chambre d'Agriculture, Région Nouvelle-Aquitaine, Collectivités territoriales, CIVAM, GDA Couhé, GDA Gençay, ECAIRE, CETA de la Clouère, Agences de l'eau Loire Bretagne et Adour Garonne, Eaux de Vienne, Syndicat Mixte Clain Sud.

6. COUTS ADMISSIBLES

Investissements immatériels en lien avec les actions de la partie "Type et description des opérations" :

- ♦ Frais de personnel en lien avec l'opération
- ♦ Prestations externes d'accompagnement à l'évolution des pratiques (études, diagnostics, achats de données, conseils en lien avec les actions décrites dans le paragraphe "type et descriptif de l'opération),
- ♦ Organisation de journées de sensibilisation, d'animation, de conférences (locations de matériel, prestations de services intervenants, déplacements, restauration). Les formations seront dispensées par des prestataires agréés et / ou reconnus selon la prestation attendue
- ♦ Voyages d'études, visites d'expériences,
- ♦ Prise en charge d'une partie des coûts de suivi individuel des agriculteurs (à partir d'une démarche collective).
- ♦ Coûts de conception, d'élaboration de documents et/ou d'outils pédagogiques liés à l'opération
- ♦ Coûts de communication et de publicité/information

Investissements matériels en lien avec les actions de la partie "Type et description des opérations" :

- ♦ Investissements d'évolution des pratiques agricoles : développement des circuits-courts, diversification agricole, transformation à la ferme, et effort environnemental :
- ♦ Travaux de construction et de rénovation (gros œuvre et second œuvre),
- ♦ Achats de matériaux de construction liés à l'opération,
- ♦ Travaux et aménagements extérieurs (accès, embellissement, intégration paysagère) liés à l'opération,
- ♦ Achats de matériels et d'équipements
- ♦ Frais liés à la réduction de la consommation énergétique (éclairage, isolation, écoconception, investissements liés à des machines-outils nouvelle génération moins énergivores),
- ♦ Matériels informatiques et numériques liés au développement des usages numériques,
- ♦ Aménagement de véhicules pour les activités non sédentaires et agro-alimentaires,
- ♦ Matériel roulant,
- ♦ Réalisation de documents de communication, de promotion des démarches collectives
- ♦ Petit matériel lié à l'organisation de manifestations

Investissements exclus :

- ♦ le matériel neuf lorsqu'il s'agit d'un renouvellement de matériel non amorti, les dépenses de main d'œuvre dans le cas d'auto-construction, la mise aux normes (sauf dérogations prévues à l'article 17.6 du règlement UE n°1305/2013)
- ♦ les coûts d'acquisition foncière et immobilière, les renouvellements de matériel (sauf dans le cas de meilleure performance énergétique d'au moins 15%.)

7. CONDITIONS D'ADMISSIBILITE

Sont admissibles les opérations situées sur le territoire du Pays Civraisien ou au bénéfice du territoire (les formations par exemple peuvent se dérouler en dehors du territoire. Une démarche collective peut aussi être engagée à l'échelle de plusieurs territoires, dans ce cas, la répartition des actions devra être lisible)

8. ELEMENTS CONCERNANT LA SELECTION DES OPERATIONS

Le processus de sélection des projets se fait sous forme d'appels à projets ou au fil de l'eau.

Une grille d'évaluation sera élaborée par le GAL instituant un minimum de points à obtenir pour bénéficier de l'aide.

Des appels à projets spécifiques pourront être organisés sur des thématiques spécifiques

9. MONTANTS ET TAUX D'AIDE APPLICABLES

Taux maximum d'aide publique : 100 %

Taux de co-financement du FEADER : 80 % de la dépense publique éligible

Sous réserve de l'application d'un régime d'état plus contraignant ou d'une réglementation nationale plus contraignante.

Principaux co-financeurs : Etat, Conseil Régional, Conseil Départemental, communautés de communes

Montant FEADER de la fiche : 80 000 €

10. INFORMATIONS SPECIFIQUES SUR LA FICHE-ACTION

a) Suivi

TYPE D'INDICATEURS	INDICATEURS	CIBLE
Réalisation	Nombre d'études réalisées	4 à 5
Réalisation	Nombre de journées d'information/sensibilisation organisées	5 à 10
Réalisation	Nombre de bénéficiaires des actions d'information/sensibilisation	100 à 150
Résultats	Nombre de bénéficiaires s'engageant dans une démarche (investissements)	5 à 10
Résultats	Nombre d'opérations collectives mises en place	4 à 6

Fiche-action 5 : Développement du tourisme, valorisation du patrimoine et de la culture en milieu rural

LEADER 2014-2020	GAL du Civraisien en Poitou	
ACTION	N° 5	Développement du tourisme, valorisation du patrimoine et de la culture en milieu rural
SOUS-MESURE	19.2 – Mise en œuvre d'opérations dans le cadre de la stratégie locale de développement	
DATE D'EFFET	16/01/2020	
1. DESCRIPTION GENERALE ET LOGIQUE D'INTERVENTION		
<p>Après avoir mis l'accent sur le précédent programme sur les hébergements touristiques, le Pays souhaite poursuivre sa politique d'accueil en visant les hébergements de groupes et travailler sur la communication touristique, notamment par le biais de création de contenu et d'objets numériques, ainsi que sur la signalétique et la mise en réseau pour améliorer l'accueil. Le numérique est également plus largement abordé par le biais des services.</p> <p>Il s'agit ici aussi de valoriser le petit patrimoine culturel : la réhabilitation ou la restauration des éléments bâtis, et de développer la culture en milieu rural.</p>		
a) Objectifs stratégiques et opérationnels		
<p>Objectifs stratégiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> ♦ Préservation du patrimoine bâti, architectural et le petit patrimoine identitaire vernaculaire dans un souci d'attractivité du territoire, ♦ Renforcer et moderniser l'offre en hébergements touristiques de groupes, ♦ Développement touristique du territoire, ♦ Engager des actions d'insertion liées à la restauration du petit patrimoine culturel et naturel, et à l'offre de mobilité transport, ♦ Rendre l'offre touristique plus lisible et visible, ♦ Développer une offre touristique plus en adéquation avec les demandes des touristes. ♦ Développer l'offre culturelle en milieu rural d'intérêt territorial. <p>Objectifs opérationnels :</p> <ul style="list-style-type: none"> ♦ Travaux de restauration d'éléments architecturaux structurants, ♦ Circuits de visite, ♦ Valorisation du petit patrimoine identitaire, ♦ Moderniser et créer des hébergements de groupes publics pour renforcer l'offre et la plus-value touristique du territoire et visant à améliorer la qualité des hébergements existants (gîtes de grande capacité d'au moins 10 personnes et villages ou centres de vacances), ♦ Créer des outils et contenus numériques pour valoriser des sites patrimoniaux, touristiques et lieux de visites, ♦ Travailler sur la signalétique à l'échelle du territoire, ♦ Création ou rénovation de bâtiments destinés à accueillir un office de tourisme de pôle ou ses antennes, justifiant d'une stratégie territoriale d'accueil touristique, ♦ Mettre en place les outils numériques (applications, sites internet, ...) liés à ces opérations. ♦ Aide aux manifestations culturelles d'intérêt territorial. ♦ Création, extension et rénovation d'équipements culturels d'intérêt territorial (salles de spectacles, cinémas, bibliothèques, médiathèques). 		
b) Effets attendus		
<p>Appropriation du patrimoine par les habitants. Dynamiser et promouvoir l'offre touristique du territoire à partir de pôles identitaires. Accroître l'offre de séjours en hébergements touristiques (économie résidentielle). Préserver le petit patrimoine.</p>		

Nouvelle manière de valoriser nos atouts territoriaux auprès des touristes et de la population locale.
Augmentation du nombre de visiteurs sur les sites, plus de visibilité du territoire.
Accroître le développement culturel du territoire.

2. TYPE ET DESCRIPTION DES OPERATIONS

Patrimoine architectural structurant :

- ♦ Restauration d'éléments architecturaux structurants : abbayes, petite cité de caractère.

Petit patrimoine identitaire :

- ♦ Restauration et valorisation du petit patrimoine : murets en pierres sèches, fontaines, lavoirs, haies ...

Patrimoine immatériel :

- ♦ Valorisation et sauvegarde du fonds ethnologique (patrimoine immatériel) du territoire par le numérique, la création d'ouvrages, d'éditions de documents et de manifestations.

Organisation du tourisme :

- ♦ Création ou rénovation de bâtiments destinés à accueillir un office de tourisme de pôle ou ses antennes, justifiant d'une stratégie territoriale d'accueil touristique,
- ♦ Mettre en place une signalétique touristique à l'échelle du territoire : panneaux, outils de promotion (impressions, sites internet, kakémonos, pupitres...),
- ♦ Création ou réhabilitation de circuits de randonnées de toute nature (pédestres, cyclos, équestres) et de circuits de découverte de villes s'intégrant dans le schéma territorial des circuits de randonnées, modernisation et harmonisation de la signalétique existante et des documents de communication liés.

Valorisation des patrimoines et touristique du territoire :

- ♦ Valorisation du patrimoine bâti par une offre de prestations d'accueil de qualité (hébergements),
- ♦ Création et mise en place de circuits de visite, en lien avec les actions de cette fiche et avec la fiche tourisme,
- ♦ Édition d'ouvrage autour de la thématique,
- ♦ Équiper les structures touristiques (*Offices de Tourisme, hébergements, sites de visite et de loisirs...*), en outils numériques,
- ♦ Créer des outils et contenus numériques pour valoriser des sites patrimoniaux, touristiques et lieux de visites : création de circuits d'interprétation, médiation culturelle, visites virtuelles 3D...,
- ♦ Organiser des événements culturels, patrimoniaux et touristiques pour valoriser et promouvoir le territoire et les actions.

Développement culturel :

- ♦ Aide aux manifestations culturelles favorisant l'attractivité territoriale
- ♦ Création, extension et rénovation d'équipements culturels d'intérêt territorial (salles de spectacles, cinémas, bibliothèques, médiathèques).

3. TYPE DE SOUTIEN

Subvention révisable

4. LIENS AVEC D'AUTRES REGLEMENTATIONS

Art. 20 du règlement UE n°1305/2013 du Parlement Européen et du Conseil du 17/12/13 relatif au soutien, au développement rural par le FEADER.

Décret pris en application du cadre national Etat-Régions (orientations stratégiques et cadre méthodologique).

Art. L 414-3 et R 414-13 à 18 du Code de l'Environnement.

Eligibilité des dépenses:

Décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 relatif aux règles nationales d'éligibilités des dépenses des programmes de développement rural 2014-2020

Arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020

5. BENEFICIAIRES

Bénéficiaires :

Collectivités territoriales et leurs groupements, établissements publics, personnes morales hors exploitations agricoles, tout type d'association loi 1901 (patrimoniales, environnementales, socio-économiques, culturelles et d'insertion du territoire), Agence Touristique de la Vienne, Offices de tourisme du territoire, prestataires touristiques.

Concernant les hébergements de groupes, seules les collectivités locales (communes et EPIC à fiscalité propre sont éligibles).

Partenaires :

Conseil Départemental, Conseil Régional, État, structures d'insertion, associations patrimoniales, environnementales, socio-économiques et culturelles du territoire, pôles touristiques, Agence Touristique de la Vienne, Offices de tourisme du territoire, prestataires touristiques.

6. COUTS ADMISSIBLES

Dépenses immatérielles :- en lien avec les actions de la partie "Type et description des opérations" :

- ♦ Frais de personnels,
- ♦ Etudes de faisabilité techniques et économiques, frais de maîtrise d'œuvre,
- ♦ Outils et contenus numériques liés aux grandes opérations dans un projet global de valorisation,
- ♦ Frais généraux liés aux dépenses matérielles (honoraires d'architectes, rémunération d'ingénieurs et de consultants),
- ♦ Prestations de conseil sur les Techniques de l'Information et de la Communication (TIC), accompagnement pour la mise en œuvre des stratégies numériques de communication,
- ♦ Etudes de faisabilité, coûts maîtrise d'œuvre,
- ♦ Coûts liés à l'organisation de manifestations,
- ♦ Acquisition ou développement de logiciels informatiques, et acquisitions de brevets, licences, droits d'auteurs, contenus et applications numériques.

Dépenses matérielles :- en lien avec les actions de la partie "Type et description des opérations" :

- ♦ Acquisition tout type d'équipements et de fournitures (hors biens amortissables),
- ♦ Prestations de services,
- ♦ Travaux de construction, de rénovation, de restauration ou d'extension de locaux ou de bâtiments (gros œuvre et second œuvre),
- ♦ Les frais généraux en lien avec l'opération (études préalables, diagnostics, maîtrise d'œuvre),
- ♦ Location de matériel pour les travaux,
- ♦ Aménagement et équipement intérieur des bâtiments,
- ♦ Achats de matériaux en lien avec l'opération,
- ♦ Petits équipements liés aux usages numériques,
- ♦ Travaux d'aménagements extérieurs (accès, embellissement, intégration paysagère),
- ♦ Dépenses de signalétique et de communication (hors hébergements),
- ♦ Frais de personnel (salaires et déplacements) et frais professionnels associés
- ♦ Coûts liés à l'organisation de manifestations
- ♦ Éditions (ouvrages, livres, plaquettes..., hors hébergements).

Concernant les hébergements touristiques, sont exclues outres les dépenses inéligibles visées dans la section 8.1 du PDR relatives aux conditions générales appliquées à une ou plusieurs mesures : les achats de matériel et d'équipement et les coûts d'acquisition foncière.

7. CONDITIONS D'ADMISSIBILITE

Sont admissibles les opérations situées sur le territoire du Pays Civraisien ou au bénéfice du territoire. Une démarche collective peut aussi être engagée à l'échelle de plusieurs territoires, dans ce cas, la répartition des actions devra être lisible.

Seront pris en compte pour le patrimoine culturel, les éléments bâtis anciens caractéristiques de l'histoire du territoire (la liste complète sera réalisée et validée par le GAL, à partir de la Charte Architecturale et Paysagère su Pays Civraisien et les différentes études plus récente à disposition)

Murets en pierres sèches : une étude préalable sera réalisée afin de cibler les murets concernés.
Concernant les hébergements touristiques cités, le porteur de projet s'engage à adhérer à un label de qualification (Gîte de France, Clévacances, Accueil paysan...) et au label d'accessibilité Tourisme & Handicap (minimum de deux handicaps).

8. ELEMENTS CONCERNANT LA SELECTION DES OPERATIONS

Le processus de sélection des projets se fait sous forme d'appels à projets ou au fil de l'eau.
Une grille d'évaluation sera élaborée par le GAL instituant un minimum de points à obtenir pour bénéficier de l'aide.
Des appels à projets spécifiques pourront être organisés sur des thématiques spécifiques

9. MONTANTS ET TAUX D'AIDE APPLICABLES

Taux maximum d'aide publique : 100 %.

Taux de co-financement FEADER 80% de la dépense publique éligible

Plafond de subvention FEADER sur les travaux des sites patrimoniaux structurants et sur les hébergements touristiques fixé à 100 000 € (dans la limite de deux dossiers distincts maximum sur un même site).

Sous réserve de l'application d'un régime d'état plus contraignant ou d'une réglementation nationale plus contraignante.

Principaux co-financeurs : Etat, Conseil Régional, Conseil Départemental, communautés de communes, communes

Montant FEADER de la fiche : 620 000 €

10. INFORMATIONS SPECIFIQUES SUR LA FICHE-ACTION**a) Suivi**

TYPE D'INDICATEURS	INDICATEURS	CIBLE
Réalisation	Restauration d'éléments architecturaux structurants	2 à 3 projets
Réalisation	Restauration murets en pierres sèches	10 à 12 km
Réalisation	Éléments du patrimoine identitaire concernés	6 à 8
Réalisation	Nombre de projets réalisés	10 à 15
Réalisation	Nombre d'hébergements touristiques (gîtes de groupes, villages et centres de vacances) publics	2 à 4
Réalisation	Nombre de projets autour de la signalétique touristique	2
Réalisation	Nombre d'actions liés à l'installation d'un outil permettant une connexion des touristes (et/ou de la population locale)	4
Réalisation	Nombre de bâtiment concerné	1 à 3
Réalisation	Manifestations	3 à 5
Résultats	Impacts sur la fréquentation touristique	Une évaluation globale sur le territoire sera menée par le service tourisme de la communauté de communes et par les sites concernés directement par une mise en place d'outils.

Fiche-action 6 : Développement de l'approvisionnement local dans la restauration hors domicile et les circuits courts

LEADER 2014-2020	GAL du Civraisien en Poitou	
ACTION	N° 6	Développement de l'approvisionnement local dans la restauration hors domicile et les circuits courts
SOUS-MESURE	19.3 – Préparation et mise en œuvre d'activités de coopération du GAL	
DATE D'EFFET	16/01/2020	
1. DESCRIPTION GENERALE ET LOGIQUE D'INTERVENTION		
<p>La Loi Alimentation 2018 va obliger les collectivités via leurs restaurants collectifs à s'approvisionner avec au moins 50 % de produits locaux ou sous signes d'origine et de qualité dont 20 % issus de l'agriculture biologique à partir de 2022. Cet enjeu nécessite de pouvoir s'organiser à l'échelle des bassins d'approvisionnements locaux et environnants du Civraisien dans une logique de circuits courts. Le projet de coopération viserait à la conduite d'une réflexion avec des GAL voisins de préférence sur ce sujet.</p>		
a) Objectifs stratégiques et opérationnels		
<p>Objectifs stratégiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> ♦ Renforcer et créer des filières alimentaires locales, ♦ Animation entre filières pour l'émergence de projets ♦ Développer l'approvisionnement local de produits alimentaires, ♦ Développer une filière alimentaire locale vertueuse, ♦ Mutualiser les moyens d'accompagnement de la filière alimentaire locale. <p>Objectifs opérationnels :</p> <ul style="list-style-type: none"> ♦ Identification des partenaires : recensement de l'offre (compilation de données existantes) et de la demande (besoin en RHD) ♦ Echanges d'expériences entre territoires et entre professionnels ♦ Création d'un réseau, mise en place d'expérimentations ♦ Etudier la mise en place de projets collectifs associant les acteurs de la filière. Il s'agira d'organiser la coordination en lien avec le Plan Régional des Circuits Courts (PRCCEAP) ♦ Proposition de formations auprès des acteurs de la coopération (collectivités, restaurateurs, producteurs, restauration collective, etc.) ♦ Participation à des manifestations existantes pour communiquer et sensibiliser (une manifestation identifiée par territoire) ♦ Création et diffusion de supports de communication communes : plaquettes, site internet, mobilier d'exposition. 		
b) Effets attendus		
<p>Renforcer le maillage de l'offre et de la demande de produits locaux alimentaires Augmenter l'approvisionnement en produits locaux alimentaires dans les structures du territoire (cantines scolaires, EPHAD...), Mettre en place des circuits de distribution avec les producteurs Capitaliser entre territoires partenaires sur la mise en œuvre de projets opérationnels (approvisionnement des cantines, des épiceries sociales...)</p>		
2. TYPE ET DESCRIPTION DES OPERATIONS		
<p>Le projet de coopération pourra mener à réaliser un diagnostic global, des échanges de pratiques et une mise en réseau par des outils de communication communs.</p>		
3. TYPE DE SOUTIEN		
Subvention révisable		

4. LIENS AVEC D'AUTRES REGLEMENTATIONS

Règlement UE 1305/2013 du 17/12/2013

Eligibilité des dépenses:

Décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 relatif aux règles nationales d'éligibilités des dépenses des programmes de développement rural 2014-2020

Arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour l période 2014-2020

5. BENEFICIAIRES

Bénéficiaires de l'aide : les territoires partenaires (EPCI, GAL, Syndicats Mixtes, PETR) du territoire français.

Bénéficiaires ultimes des actions : les associations, les collectivités, les restaurateurs, les entreprises (de production, de transformation et de commercialisation), les producteurs et regroupements de producteurs les territoires limitrophes aux territoires Leader.

Les producteurs qui souhaitent bénéficier du projet devront adhérer à une charte d'engagement moral de participation au projet global de coopération.

Partenaires : Exploitants agricoles et éleveurs, artisans des métiers de bouche, collectivités locales, acteurs de la restauration collective, Chambre d'Agriculture, CCI, CMA, AFIPAR, CIVAM Seuil du Poitou et de Montmorillon, IRQUA, lycées agricoles de Venours et de Montmorillon, Maisons Familiales et Rurales, coopératives agricoles, MSA, Réseau Bienvenue à la ferme, Fédération Départementale des CUMA, Vienne Agrobio, associations, territoires limitrophes hors LEADER...

6. COUTS ADMISSIBLES

Investissements immatériels: en lien avec les actions de la partie "Type et description des opérations"

- ♦ Salaires bruts et charges patronales liés à l'animation,
- ♦ Frais de déplacement, d'hébergement et de restauration liés à l'action,
- ♦ Frais liés aux formations: coût de la formation, frais de déplacement, de restauration et d'hébergement,
- ♦ Prestations externe d'études, de diagnostics...,
- ♦ Indemnités de stage,
- ♦ Organisation d'évènements, forums, conférences, ateliers...
- ♦ Coûts indirects dans la limite de 15% des frais de personnels directs éligibles.

Investissements matériels: en lien avec les actions de la partie "Type et description des opérations"

- ♦ Conception, impression et diffusion de supports de communication y compris numériques.

7. CONDITIONS D'ADMISSIBILITE

8. ELEMENTS CONCERNANT LA SELECTION DES OPERATIONS

Un Comité de pilotage réunissant les territoires et/ou les acteurs de la filière sera créé pour définir les actions mises en œuvre.

9. MONTANTS ET TAUX D'AIDE APPLICABLES

Taux maximum d'aide publique : 100%.

Taux de co-financement FEADER : 80 % de la dépense publique éligible

Sous réserve de l'application d'un régime d'état plus contraignant ou d'une réglementation nationale plus contraignante.

Principaux co-financeurs : Conseil Régional, Collectivités territoriales

Montant FEADER de la fiche : 38 910 €

10. INFORMATIONS SPECIFIQUES SUR LA FICHE-ACTION

a) Suivi

TYPE D'INDICATEURS	INDICATEURS	CIBLE
Réalisation	Nombre d'actions de sensibilisation induites	
Réalisation	Nombre de visites de retour d'expériences réalisés	
Réalisation	Nombre de structures alimentées en produits locaux / volumes	
Réalisation	Nombre de producteurs sensibilisés	
Réalisation	Nombre de producteurs adhérents à la coopération	
Résultats	Nombre de producteurs fournissant la restauration collective et part de leur Chiffre d'Affaires en vente directe	
Résultats	Nombre et montant des projets d'investissement résultant de l'accompagnement	

Fiche-action 7 : Animation et gestion du programme

LEADER 2014-2020	GAL du Civraisien en Poitou	
ACTION	N° 7	Animation et gestion du programme
SOUS-MESURE	19.4 – Frais de fonctionnement et d’animation pour le mise en œuvre de la SLD	
DATE D’EFFET	23/12/2016	
1. DESCRIPTION GENERALE ET LOGIQUE D’INTERVENTION		
a) Objectifs stratégiques et opérationnels		
<p>Objectifs stratégiques : La mise en œuvre des Stratégies Locales de Développement (SLD) requiert des travaux d’ingénierie, d’animation et de gestion qui doivent être soutenus.</p> <p>Objectifs opérationnels : Cette mesure doit soutenir et renforcer les capacités d’ingénierie territoriale des GAL (frais de fonctionnement, d’animation et de gestion) dans les territoires pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Faciliter la mise en œuvre des SLD en complémentarité avec les différentes politiques publiques et en faveur du développement rural • Favoriser l’émergence et la réalisation de projets, par l’accompagnement méthodologique des acteurs du territoire • Permettre le suivi et l’évaluation de la stratégie visée, • Communiquer et promouvoir sur le territoire la stratégie locale de développement • Favoriser l’émergence de projets de coopération interterritoriale pour faciliter le transfert d’expériences dans le cadre de ce programme européen 		
b) Effets attendus		
<p>Valorisation de la plus-value apportée par le programme LEADER dans les différentes actions, Renforcement du caractère innovant dans chaque projet, Favoriser la capitalisation et la diffusion de projets innovants, exemplaires ou pilotes, Communication sur le territoire des possibilités de financements et des projets soutenus, Accompagnement des projets lors de leur montage et tout au long de leur réalisation. Développement d’un mode de gouvernance et d’animation évolutif et innovant qui puisse inspirer d’autres politiques locales.</p>		
2. TYPE ET DESCRIPTION DES OPERATIONS		
<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer la capacité des acteurs locaux à élaborer et mettre en œuvre des opérations : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Communiquer sur les objectifs et les actions soutenues dans le cadre du Leader, ▪ Animer le territoire pour développer la stratégie LEADER en cohérence avec les autres stratégies territoriales, ▪ Accompagner les porteurs de projet à monter leur dossier et à faire leur demande de subvention, ▪ Formation des personnes participant à l’élaboration et à la mise en œuvre de la stratégie locale de développement, - Préparer et animer les comités de programmation : - Accompagner le porteur de projet depuis le montage jusqu’au paiement, voire lors des contrôles sur place, - Assurer la gestion financière et administrative du programme LEADER, 		

- Mener des actions de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre de sa SLD LEADER et des opérations qui en découlent,
- Participer et contribuer aux réunions du réseau rural et toutes autres réunions en liens avec le programme LEADER,
- Participer aux actions de suivi et d'accompagnement des GAL menées par l'autorité de gestion,
- Assurer une veille technique et réglementaire sur les fonds européens et sur les possibilités de financements publics en lien avec la SLD.

3. TYPE DE SOUTIEN

Subvention

4. LIENS AVEC D'AUTRES REGLEMENTATIONS

Décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 relatif aux règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes de développement rural 2014-2020 ;

Arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020.

5. BENEFICIAIRES

Bénéficiaires : Syndicat Mixte du Pays Civraisien, structure porteuse du GAL du Pays Civraisien.

Partenaires : Syndicat Mixte du Pays Civraisien, Conseil Régional, Europe.

6. COUTS ADMISSIBLES

Cette mesure est réservée aux dépenses supportées par le GAL en termes d'animation/fonctionnement, à savoir :

- Dépenses de rémunération de l'équipe d'animation et de gestion : salaires (traçage nécessaire du temps consacré à l'opération pour les temps partiellement dédiés à l'opération), charges sociales afférentes, frais de déplacement, frais de restauration, frais d'hébergement, indemnités des stagiaires,
- Frais de formation : coût de la formation par un organisme agréé, frais de déplacement, frais de restauration et d'hébergement,
- Dépenses de communication : conception, édition, impression et diffusion d'outils et de supports, achats de données et hébergement de site internet,
- Dépenses d'information en lien avec le programme : frais d'organisation de séances d'information et de formation, honoraires, location de salle et de matériel,
- Achat de matériel et d'équipements exclusivement utilisés pour cette opération sauf matériel d'occasion et renouvellement à l'identique,
- Dépenses d'études, de diagnostic ou d'évaluation en lien avec le programme sur le territoire,
- Cotisations à des structures favorisant la mise en réseau des structures porteuses du GAL,
- Coûts indirects liés à l'opération sur la base d'un taux forfaitaire de 15% des frais de personnel directs éligibles (comme prévu à l'article 68.1.b du règlement (UE) n°1303/2013)
- Coûts liés au suivi et à l'évaluation de la SLD (comme prévu à l'article 34.3.g du règlement (UE) n°1303/2013).

7. CONDITIONS D'ADMISSIBILITE

Le Syndicat Mixte du Pays Civraisien s'engage à fournir tous les éléments nécessaires au contrôle du travail réalisé et du temps consacré à l'animation et à la gestion du programme (agendas, tableaux du temps consacré détaillé, ...)

8. ELEMENTS CONCERNANT LA SELECTION DES OPERATIONS

Au minimum 1 ETP sera dédié au programme.

9. MONTANTS ET TAUX D'AIDE APPLICABLES

Taux fixe de cofinancement FEADER : 80% des dépenses éligibles retenues

Taux maximum d'aides publiques : 100%

Sous réserve de l'application d'un régime d'État plus contraignant ou d'une réglementation nationale plus contraignante.

Principaux co-financeurs : Syndicat Mixte du Pays Civrasiens

Montant FEADER de la fiche : 205 778 €

10. INFORMATIONS SPECIFIQUES SUR LA FICHE-ACTION

a) Suivi

TYPE D'INDICATEURS	INDICATEURS	CIBLE
Réalisation	Nombre d'ETP consacré à l'animation du programme	1 à 1.5 ETP
Réalisation	Nombre d'ETP consacré à la gestion du programme	1 à 1.5 ETP
Réalisation	Nombre de dossiers programmés	40
Réalisation	Nombre de dossiers étudiés	80
Résultats	Adéquation SLD dans convention et dans évaluation	